

Note de synthèse n° 8

Risques perçus, opinions sur le confinement et sur un vaccin contre le COVID-19 : évolutions depuis un mois.

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Une fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la cinquième vague (1004 enquêtés, interrogés du 24 au 26 avril), sur les aspects suivants : proximité au COVID-19 ; perception du risque ; opinions à l'égard du confinement ; attitudes à l'égard d'un éventuel vaccin contre le coronavirus ; pronostic sur la durée de l'épidémie.

Près des trois quarts des enquêtés ne déclarent aucun cas de COVID-19, ni dans leur foyer, ni parmi leur famille et leurs amis. Les cas graves parmi les proches restent rares (7 %) mais ont légèrement augmenté par rapport à la semaine précédente (4 %).

Concernant la perception du risque, le risque perçu d'être infecté est en hausse : fin avril, les enquêtés estimaient en moyenne leur probabilité d'être eux-mêmes infectés d'ici la fin de l'épidémie à 46 %, contre 35 % un mois auparavant. La létalité du virus reste très surestimée : en moyenne les Français pensent que 16 % des personnes infectées décèdent, ce qui est très supérieur aux données épidémiologiques disponibles. Toutefois plus du quart des enquêtés préfèrent ne pas répondre à ces deux questions. Ces perceptions varient selon l'âge, le sexe et le niveau de diplôme. En particulier, les femmes, les jeunes, les moins diplômés et les bas revenus surestiment davantage la létalité du virus.

Le soutien apporté au confinement n'a pas faibli depuis la semaine précédente (15-17 avril), mais les opinions critiques ont progressé : 28 % des enquêtés estiment désormais que c'est une mesure excessive (20 % il y a un mois). Enfin, 62 % jugent qu'il faudrait maintenir le confinement actuel au-delà du 11 mai.

Si un vaccin contre le coronavirus était disponible, 23 % des enquêtés refuseraient de se faire vacciner. Cette proportion, mesurée pour la quatrième fois depuis le début de l'enquête, reste remarquablement stable, de même que les motifs de refus, le principal étant qu'un vaccin élaboré dans l'urgence serait jugé trop dangereux.

Enfin, en moyenne, les Français anticipent que l'épidémie sera véritablement achevée d'ici fin janvier 2021, ce pronostic continuant à s'allonger au fil de semaines.

Proximité au COVID-19 : un quart des Français a eu un proche atteint, comme la semaine dernière (15-17 avril).

Il ne s'agit pas ici d'estimer des prévalences mesurant la propagation de l'épidémie, mais plutôt la proximité perçue avec l'épidémie. Elle est appréciée à trois niveaux : l'enquêté lui-même, son foyer actuel, ses proches (famille et amis).

Fin avril, moins de 3 % des enquêtés ont déclaré avoir, ou avoir eu, une infection au COVID-19 confirmée (par un test ou par un diagnostic médical), contre moins de 1 % fin mars. De même, 3 % rapportent un cas confirmé de COVID-19 au sein de leur foyer, (1 % fin mars), et 26 % s'agissant de leurs proches en dehors du foyer (famille, amis) (11 % fin mars). **Ces trois proportions sont identiques à celles observées une semaine auparavant. Les cas graves parmi les proches restent rares mais ont légèrement augmenté** : lors de cette cinquième vague, 7 % indiquent qu'un de leur proche a développé une forme grave nécessitant une hospitalisation en réanimation (contre 4 % la semaine précédente).

En combinant ces trois niveaux, fin avril, **72 % des Français adultes n'ont eu pour l'instant aucun cas confirmé de COVID-19, ni dans leur foyer, ni parmi leurs proches.** Cette proportion était de 89 % fin mars, mais n'a pas varié depuis la semaine dernière. Comme les semaines précédentes, cette proportion varie selon la région de résidence, en lien avec la diffusion géographique de l'épidémie : elle est plus faible en région parisienne et dans l'Est (respectivement 62 % et 63 %), et plus élevée dans l'Ouest (82 %).

Perceptions : le risque perçu en hausse, la létalité du virus reste très surestimée, beaucoup ne se prononcent pas.

S'agissant de la composante émotionnelle de la perception du risque¹, les inquiétudes exprimées par les enquêtés à l'idée d'être infecté par le coronavirus d'ici la fin de l'épidémie ont un peu augmenté depuis un mois : sur une échelle de 0 à 10, la moyenne atteint 6,3/10 pour cette cinquième vague, contre 6,1/10 un mois plus tôt. En

regroupant les notes 8 à 10, qui caractérisent une forte inquiétude, 40 % des enquêtés se disaient très inquiets entre le 31 mars et le 2 avril, contre 43 % entre le 24 et le 26 avril. Cette inquiétude est moins forte parmi les hommes (en moyenne 5,9/10, contre 6,5/10 parmi les femmes), parmi les moins de 35 ans (5,6/10, contre 6,6/10 pour les 35-64 ans et 6,0/10 pour les 65 ans et +) et parmi les plus diplômés (6,0/10 pour les diplômés de l'enseignement supérieur, 6,4/10 pour ceux qui n'ont pas le baccalauréat).

Le COVID-19 est toujours perçu comme une maladie très contagieuse et très grave, mais un peu moins qu'un mois auparavant (en moyenne, 7,9/10 pour ces deux notes lors de la cinquième vague, contre 8,2/10 pour les deux notes également lors de la deuxième vague). Les femmes ont des perceptions plus aiguës que les hommes (8,3/10 contre 7,7/10 pour la contagiosité, 8,4/10 contre 7,6/10 pour la gravité). Inversement, les moins de 35 ans jugent le virus moins contagieux et moins grave que leurs aînés (respectivement 7,7/10 contre 8,1/10 et 7,4/10 contre 8,2/10).

Concernant la létalité supposée du COVID-19, la perception des enquêtés n'a pas évolué entre fin mars et fin avril : en moyenne, **les enquêtés pensent que 16 % des personnes infectées décèdent, ce qui est très supérieur aux données épidémiologiques disponibles, même si celles-ci restent encore assez incertaines.** D'ailleurs, il est à noter que **27 % des enquêtés répondent ne pas savoir.** Cette létalité perçue est très variable : elle atteint 20 % en moyenne pour les femmes (contre 13 % pour les hommes), elle est plus forte pour les moins de 35 ans (22 %, contre 13 % pour les 65 ans et +) et pour les personnes sans diplôme (25 %, contre 9 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur). Elle varie aussi très fortement selon les revenus du ménage : en moyenne, les enquêtés qui ont les revenus du ménage les plus faibles jugent la maladie mortelle pour 26 % des personnes infectées, contre 8 % pour les plus aisés.

En revanche, **fin avril les enquêtés estimaient en moyenne leur probabilité d'être eux-mêmes infectés d'ici la fin de l'épidémie à 46 %, contre 35 % un mois plus tôt.** S'agissant de ce risque perçu pour soi, il faut toutefois noter que **28 % des enquêtés ont opté pour la réponse « je ne sais pas »** (cette proportion était similaire le mois dernier).

¹ Sur la perception des risques, ses dimensions et leur mesure, cf. la note n°4.

Les Français et le confinement : entre soutien, critiques et prolongation souhaitée.

Le soutien apporté au confinement ne faiblit plus...

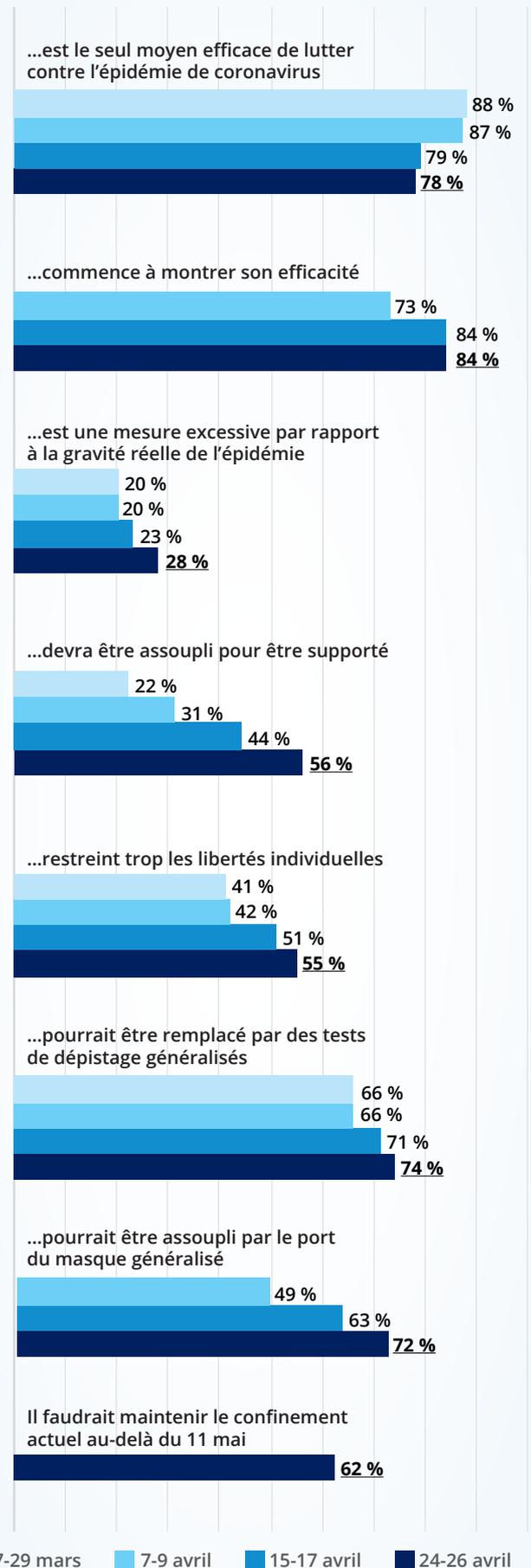
Après un mois de confinement, 78 % des Français estiment encore que le confinement est le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie de coronavirus, cette proportion ayant cessé de baisser cette semaine (elle était de 88 % un mois plus tôt). En outre, comme la semaine dernière, 84 % des Français jugent que le confinement commence à montrer son efficacité.

...mais les dissonances progressent encore. Pour plus de la moitié des Français interrogés, le confinement restreint trop les libertés individuelles (55 %), et ils sont désormais majoritaires à estimer qu'il devra être assoupli pour être supporté (56 %, contre 44 % la semaine dernière). De même, s'agissant des solutions alternatives, 74 % des Français soutiennent le remplacement du confinement par des tests de dépistages généralisés, et 72 % considèrent désormais qu'il pourrait être assoupli par le port du masque généralisé (63 % la semaine dernière et 49 % il y a deux semaines). En outre, la proportion de Français qui considèrent que c'est une mesure excessive reste minoritaire mais augmente (28 %, contre 23 % la semaine dernière).

La majorité juge qu'il faudrait maintenir le confinement actuel au-delà du 11 mai. Cette assertion a été introduite dans le questionnaire lors de cette cinquième vague : 62 % des enquêtés se disent tout à fait d'accord (24 %) ou plutôt d'accord (38 %).

Les ménages ayant les plus bas revenus partagent plus souvent cette opinion (72 % d'entre eux, contre 54 % des plus aisés²), qui décroît avec l'âge : 70 % des 18-25 ans sont d'accord, contre 52 % des plus de 75 ans. Enfin, cette opinion varie aussi avec l'inquiétude d'être infecté soi-même d'ici la fin de l'épidémie : ceux qui sont très inquiets à ce sujet (8 à 10 sur 10) jugent plus souvent qu'il faudrait maintenir le confinement au-delà du 11 mai (68 %, contre 56 % des autres enquêtés).

— Le confinement...



27-29 mars 7-9 avril 15-17 avril 24-26 avril

² Le total des revenus du ménage a été divisé par le nombre d'unités de consommation au sein de celui-ci, qui prend en compte à la fois sa taille et sa composition. Le premier quartile de la distribution de ce revenu du ménage par unité de consommation correspond aux ménages qui ont les plus bas revenus, et le dernier quartile aux ménages les plus aisés.

Figure 1. Opinions à l'égard du confinement. Enquête COCONEL, vagues 1, 3, 4 et 5, mars-avril 2020.

Vaccination et COVID-19 : un rejet stable pour près d'un quart des Français.

Si un vaccin contre le coronavirus était disponible, une large majorité des français y aurait recours. Néanmoins, 23 % des personnes interrogées lors de cette cinquième vague refuseraient de se faire vacciner (8 % répondent « non certainement pas », 15 % répondent « non, probablement pas ». Cette proportion, mesurée pour la quatrième fois depuis le début de l'enquête, reste remarquablement stable. **S'agissant des motifs de refus, ils sont également stables dans le temps.** Lors de cette cinquième vague, 16 % des enquêtés refuseraient le vaccin parce qu'ils pensent qu'un vaccin élaboré dans l'urgence est trop dangereux, 7 % parce qu'ils se disent contre la vaccination en général, tandis que 2 % juge que c'est inutile puisque, selon eux, le COVID-19 est peu dangereux. Comme lors de la première vague, ce sont toujours les femmes qui déclarent plus souvent qu'elles refuseraient le vaccin (27 %, contre 19 % des hommes). S'agissant de l'âge des enquêtés, la proportion de refus dépasse 30 % parmi les 26-55 ans, mais tombe sous les 15 % au-delà. En outre, **cette attitude reste socialement différenciée** : parmi les enquêtés déclarant les revenus les plus bas, 32 % refuseraient le vaccin, contre 14 % parmi les plus aisés. Ceux qui refuseraient le vaccin sont aussi moins souvent très inquiets à l'idée d'être infectés (30 %, contre 42 % de ceux qui accepteraient le vaccin).

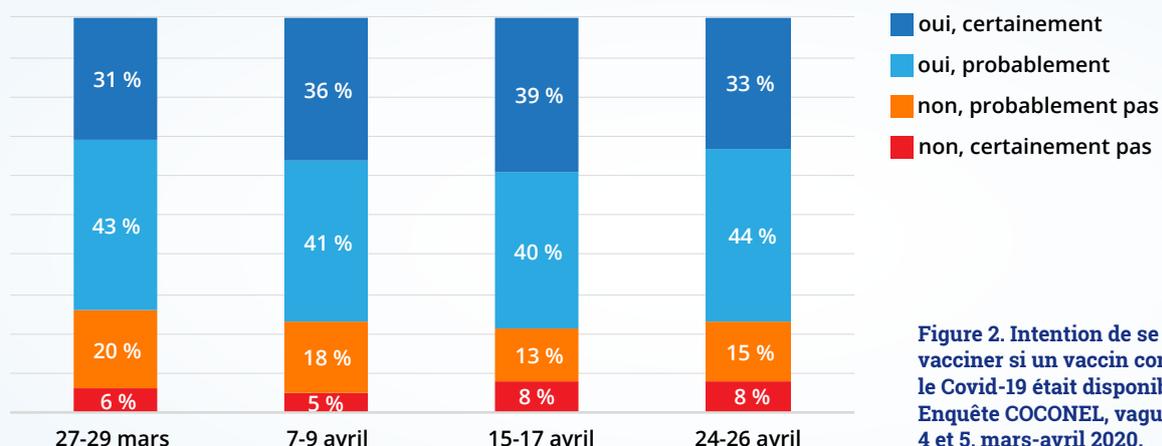


Figure 2. Intention de se faire vacciner si un vaccin contre le Covid-19 était disponible. Enquête COCONEL, vagues 1, 3, 4 et 5, mars-avril 2020.

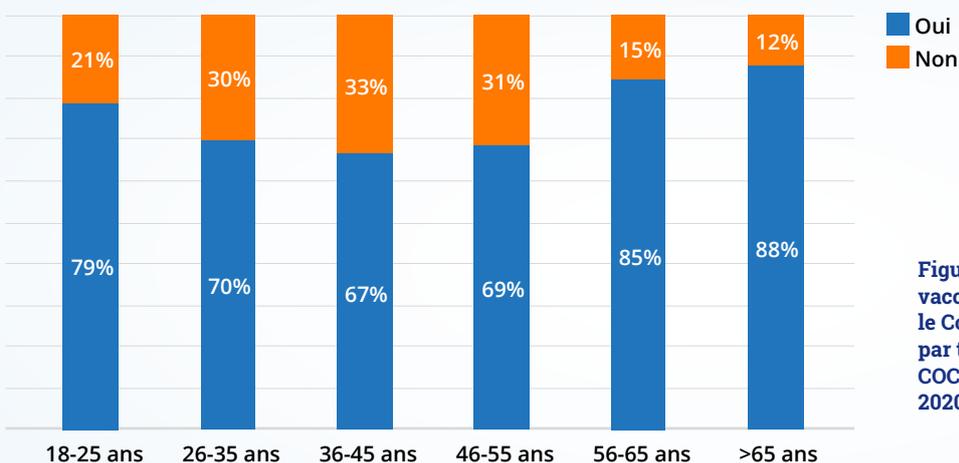


Figure 3. Intention de se faire vacciner si un vaccin contre le Covid-19 était disponible, par tranche d'âge. Enquête COCONEL, vague 5, 24-26 avril 2020.

Pronostic sur la durée de l'épidémie : une sortie de crise anticipée pour le début de l'année prochaine...

Comme les précédents, le questionnaire de cette cinquième vague s'achevait par la question suivante : « *D'après vous, quand cette épidémie sera-t-elle véritablement terminée ?* ». Fin mars-début avril, les Français s'attendaient en moyenne à ce que l'épidémie dure encore quatre mois et demi. Puis leur pronostic s'est rallongé, d'un mois et demi environ lors de chaque enquête hebdomadaire. Lors de cette cinquième vague, ce pronostic atteint 9 mois (avec une médiane à 8 mois). Autrement dit, en moyenne, les Français s'attendent désormais à ce que l'épidémie dure jusqu'à fin janvier 2021.

Les jeunes sont un peu moins pessimistes que leurs aînés (avec un pronostic de 7,8 mois pour les 18-25 ans, contre 9,2 pour les plus de 65 ans), de même que les personnes issues d'un ménage à bas revenu (elles pensent que l'épidémie durera encore 8,4 mois en moyenne, contre 9,8 pour les plus aisés).

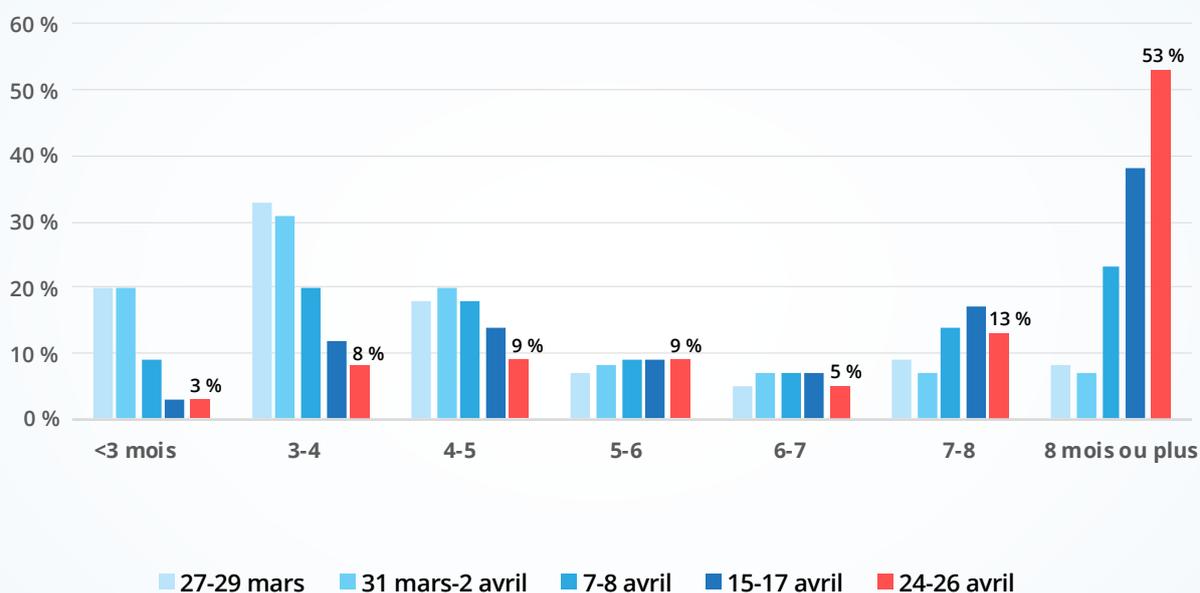


Figure 4. Pronostic sur la durée de l'épidémie (en mois). Enquête COCONEL, vagues 1 à 5, 27 mars-26 avril 2020.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici.

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEditerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Lisa Fressard, Caroline Alleaume, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward et Damien Léger. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

